

> POINT DE VUE

Recrutez plus d'inspecteurs pour combattre le dumping social S.V.P.!

Le secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude sociale, Philippe De Backer, ne peut cacher son autosatisfaction.

Il se félicite des succès obtenus par le gouvernement dans la lutte contre la fraude sociale.

Succès qui s'expliquent - selon ses dires - par le recrutement de 92 inspecteurs supplémentaires qui ont permis de récupérer 226 millions d'euros supplémentaires. Un chiffre record. Soyons clairs: nous condamnons toute forme de fraude sociale et elle doit absolument être combattue. Qu'il n'y ait pas de doute à ce sujet. Seulement, la réalité correspond-elle aux affirmations du secrétaire d'Etat?



Des inspecteurs vrais ou fantômes?

Le secrétaire d'Etat avait déjà affirmé à l'époque que des inspecteurs supplémentaires étaient chargés spécifiquement de la lutte contre le dumping social et son prédécesseur, Bart Tommelein, avait lui aussi annoncé le recrutement de nouveaux inspecteurs. Mais qu'en est-il exactement? Sur le terrain, nous n'avons constaté aucun changement et des sources intérieures à l'administration confirment nos doutes. Il s'agirait d'engagements annoncés et de remplacements d'inspecteurs ayant quitté les services plutôt que de vrais engagements d'inspecteurs supplémentaires.

Selon nos sources, il n'y a pas d'augmentation du nombre d'inspecteurs chargés de lutter contre le dumping social. Depuis la fusion de certains services d'inspection et en raison des restrictions budgétaires imposées à l'ONSS, les engagements supplémentaires se font attendre. Et si engagements il y a, ils se font au sein de l'ONEM (chômage), de l'INAMI (maladie et invalidité) et de l'INASTI (Sécurité sociale des Indépendants), services chargés de contrôler les chômeurs et les malades. Mais pas au sein des services chargés de la lutte contre le dumping social.

Des procès contre le dumping social bloqués à cause de la sous-occupation des services d'inspection!

En 2015, l'UBT-FGTB avait déposé plainte contre la firme RMT de Tessenderlo qui occupait des chauffeurs en Belgique par l'intermédiaire de sa filiale bulgare Rematra en leur appliquant les conditions de salaire et de travail bulgares. En juillet 2017, le tribunal du travail avait chargé les services d'inspection d'une instruction dont le résultat serait examiné le 22 février 2018. L'affaire a toutefois dû être reportée parce que les services d'inspection n'ont pas pu finaliser leur enquête... et ce presque trois ans après le dépôt de la plainte.

Recrutez effectivement 100 inspecteurs supplémentaires pour stopper le dumping social!

Les services d'inspection ne feraient-ils pas leur boulot? Au contraire! L'an dernier, des perquisitions ont été organisées chez plusieurs grandes entreprises de transport soupçonnées de pratiques de dumping social: Rosantra, Jost, Van Dievel, ... de gros poissons donc, visés par les services d'inspection. Chapeau aux inspecteurs! Cela prouve qu'il y a du pain sur la planche et qu'il y a un besoin criant d'inspecteurs supplémentaires.

L'UBT a remis récemment pas moins de 54 dossiers aux services d'inspection, sans savoir quelle suite leur a été réservée. Quand on regarde autour de soi, on voit chaque jour des exemples flagrants sur les chantiers de construction ou le long des autoroutes. Le dumping social est devenu «normal» dans certains secteurs et les employeurs qui ne s'y prêtent pas ont des difficultés à se maintenir à cause de cette concurrence déloyale.

Par conséquent, je lance un appel solennel au secrétaire d'Etat pour qu'il recrute effectivement 100 inspecteurs supplémentaires chargés exclusivement de la lutte contre le dumping social. Cela permettra de récupérer des sommes encore plus grandes soustraites aujourd'hui au fisc et à l'ONSS et, chose plus importante encore, le secteur du transport deviendra alors un secteur équitable, un secteur où la concurrence sera plus loyale, un secteur qui créera à nouveau des emplois.

Frank Moreels
Président



Fair Transport Europe

En mai 2017, le congrès de l'ETF (Fédération européenne des travailleurs du transport) a décidé de lancer une campagne intitulée «Fair Transport Europe». La nécessité d'un secteur du transport loyal et équitable était et reste grande. Pour preuve, les nombreux abus rencontrés jour après jour dans le secteur du transport.

L'objectif de la campagne 'Fair Transport 2.0' est de bannir du secteur du transport les pratiques inacceptables, sources de concurrence déloyale.

Le changement est possible, comme on a pu le constater en 2017. La compagnie low-cost Ryanair a été forcée de prendre place à la table de négociation avec les organisations syndicales. La Cour de Justice de l'Union européenne a jugé qu'UBER est une entreprise de transport et par conséquent un employeur comme les autres. Cette même Cour a décidé que les chauffeurs de poids lourds doivent obligatoirement prendre leur repos hebdomadaire hors de la cabine de leur camion. Autant d'évolutions



positives donc qui pourtant ne sont pas tombées du ciel. Si changements il y a eu, c'est grâce aux actions menées par les organisations syndicales.

Mais il reste encore beaucoup à faire. "Respect" n'est pas un slogan vide de sens. Chaque travailleur du transport mérite du respect, tout comme il mérite de gagner un salaire égal pour un travail égal. Comme vous pouvez le lire dans un autre article sur cette page, l'Union européenne voudrait toucher aux temps de conduite et de repos des conducteurs d'autobus et d'autocar. C'est inacceptable!

La Commission européenne voudrait aussi restreindre sérieusement le droit de grève des contrôleurs aériens - un droit fon-

damental des travailleurs. C'est inacceptable!

Amazon voudrait munir ses travailleurs d'un bracelet électronique qui enregistre tous leurs mouvements et commence même à vibrer s'ils n'ont pas les mains au bon endroit. Inacceptable!

C'est la raison pour laquelle une campagne du type 'Fair Transport Europe 2.0' est absolument nécessaire. Avec les syndicats des autres pays européens, l'UBT soutient donc pleinement cette campagne en appelant les députés européens belges à défendre les positions syndicales au sein du Parlement européen.

Page Facebook: Fair Transport Europe

L'ETF engage le dialogue avec les députés européens



Frank Moreels remercie le député européen belge Hugues Bayet pour la bonne collaboration avec les syndicats et surtout pour son combat incessant contre le dumping social au sein du Parlement européen.

représentés au Parlement européen. L'objectif de la réunion était d'ouvrir les lignes de communication avec les députés européens et d'engager avec eux le débat sur les thèmes chers à l'ETF et donc aussi à l'UBT, et notamment le paquet mobilité pour le transport routier, le statut des travailleurs portuaires et le dumping social dans le secteur du transport.

Outre des députés hollandais, luxembourgeois, autrichiens, espagnols et allemands, les députés européens belges Hugues Bayet du PS et Kathleen van Brempt du sp.a étaient également présents à cette réunion.

L'ETF, la Fédération européenne des travailleurs du transport, a invité le 21 février dernier les députés européens des différents groupes politiques

Conducteurs d'autocar: l'Europe met en danger votre sécurité et votre santé!

Des responsables politiques européens voudraient adapter les temps de conduite et de repos des conducteurs d'autobus et d'autocar... au détriment de la santé de ces derniers, mais aussi au détriment de leur sécurité et de la sécurité des passagers et des autres usagers de la route.

Quels changements propose l'Union européenne?

- Les chauffeurs devraient rouler douze jours d'affilée avant d'avoir un jour libre (alors que la limite actuelle est de six jours).
- Les chauffeurs n'auraient droit à un week-end libre qu'après un mois complet de travail.
- Les conducteurs de bus et de car perdraient 21 heures de temps de repos par mois.
- Ils auraient au moins deux fois par semaine une journée de travail de 16 heures!

Pour Steven Steyaert de l'UBT, les choses sont claires: «Rouler plus et avoir moins de repos, cela augmentera



le risque d'accident et mettra en danger la sécurité des passagers et aussi des autres usagers de la route.» Cela n'a plus rien à voir avec #FairTransport! Avec l'ETF, la Fédération européenne des travailleurs du transport, l'UBT appelle la Commission européenne et le Parlement européen à ne pas toucher à la réglementation existante.